

Emmanuel Macron, l'intuition d'une élection

Au soir du 7 mai dernier, alors que les figures historiques des partis traditionnels monopolisent les plateaux télévisés espérant se raccrocher à la locomotive d'Emmanuel Macron, le plus jeune président de la Ve République, élu à 39 ans, incarne un nouvel élan pour la France.

Quel est son parcours et quelle a été son intuition pour se lancer dans cette élection présidentielle sans parti politique ni soutien financier, sans n'avoir jamais exercé de mandat électif, totalement inconnu des Français trois ans auparavant et de surcroît, incarnant un profil quasi caricatural d'énarque et banquier d'affaires ?

Retour sur cette ascension fulgurante

Né le 21 décembre 1977 à Amiens, fils de médecins du secteur public, Emmanuel Macron grandit dans une bourgeoisie de Province plutôt marquée à gauche.

Élève très doué dès son plus jeune âge, sa grand-mère maternelle, ancienne institutrice, lui transmet le goût de la littérature et de la poésie.

Il effectue sa scolarité dans l'établissement jésuite d'Amiens : la Providence. C'est là qu'il rencontre Brigitte Trogneux, professeur de français et de théâtre qui deviendra ensuite son épouse.

Il s'installe à Paris en 1994 où il devient élève au lycée Henri-IV. Lauréat du concours général de français et titulaire d'un bac scientifique - mention très bien - il est tiraillé entre son amour pour la philosophie, la littérature, le théâtre, la musique classique et ... le désir de réussir.

Après avoir échoué au Concours de Normale Sup, il étudie à Science Po et prépare en parallèle un diplôme d'études approfondies (DEA) de philosophie, à l'université Paris X-Nanterre ainsi que l'écriture d'une thèse de philosophie (qui ne sera jamais achevée). C'est durant cette période qu'il rencontre le philosophe **Paul Ricoeur** dont il est l'assistant et qui lui ouvre aussi les portes du comité de rédaction de la revue **Esprit**. Cette collaboration le conduit vers des personnalités

politiques de gauche telles que **Pierre Mendès-France** et **Michel Rocard** aux côtés desquels il développe son identité de social-démocrate.

Il intègre ensuite l'ENA (École Nationale d'Administration) en 2002 et devient inspecteur des Finances en 2004. Quatre ans après, il se reconvertit dans le secteur privé et rejoint la prestigieuse banque d'affaires **Rothschild** où il gravit rapidement les échelons.

C'est à cette époque qu'il est propulsé en politique par **Jacques Attali** chargé, en 2007, de proposer des réformes libérales à la France. Désigné rapporteur adjoint de cette Commission, il profite de cette expérience pour rencontrer des personnalités politiques de tous bords, tout en recherchant un consensus.

Lorsque François Hollande accède à la Présidence de la République en 2012, Emmanuel Macron devient son principal conseiller économique, puis secrétaire général adjoint de la Présidence, un poste clé à l'Élysée.

Il est ensuite nommé ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique en 2014. Pendant deux ans, il est adulé des patrons de *start-up* et des entreprises innovantes de la "French Tech".

Mais son passage à Bercy est surtout marqué par la loi dite « **loi Macron** » - ou « **loi pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques** » - destinée à « déverrouiller » l'économie française, loi définitivement adoptée à l'Assemblée nationale en juillet 2015, après recours à l'article 49.3 de la Constitution.

C'est dans ce contexte d'opposition farouche au gouvernement et de passage en force lié aux frondeurs de l'aide gauche qu'Emmanuel Macron quitte ses fonctions avant de lancer quelques mois après, en avril 2016, son propre mouvement **En Marche !**, qui porte ses initiales. Enfin, le 16 novembre 2016, il se déclare officiellement candidat à l'élection présidentielle.

Pendant toute cette campagne, le trentenaire ne faiblit pas et ne cesse de croire en sa bonne étoile. Si sa victoire résulte manifestement d'une conjonction de circonstances favorables inédites et de la faiblesse de ses concurrents, Emmanuel Macron peut aussi se prévaloir d'une véritable intuition et d'une vision pour la France.

L'intuition du succès

Emmanuel Macron avait pressenti que François Hollande ne pourrait briguer un autre mandat. Confiant, il a suivi de près les primaires de droite et de gauche, construisant patiemment son programme de manière à occuper pleinement l'espace laissé libre au centre de l'échiquier politique ! Il n'aurait certainement pas suivi la même stratégie s'il avait été confronté à Alain Juppé et Manuel Valls plutôt que François Fillon et Benoît Hamon.

Ses détracteurs n'ont pas manqué de railler cette absence de programme, ces ajustements au coup par coup destinés à rassembler tous les bords, mais Emmanuel Macron assume pleinement et parle plutôt de « pragmatisme ». Conscient de la lassitude des Français face à la classe politique et aux partis traditionnels, Emmanuel Macron joue pleinement la carte du renouveau, transformant son manque d'expérience politique en atout !

S'appuyant sur le constat d'un monde « *qui bouge* », de plus en plus complexe, lié à la révolution numérique, l'urgence environnementale, les flux migratoires, les flux financiers et la montée du terrorisme, il prend résolument le parti de la modernité, appelant les Français « *qui osent* » à se rassembler pour se mettre « *en marche* ». C'est précisément ce pari de la jeunesse et de l'audace qui lui donne aujourd'hui cet élan.

Enfin, face à sa principale adversaire Marine Le Pen, il défend avec force une vision du monde optimiste et réaliste en s'ancrant pleinement dans l'Union européenne et la mondialisation.

Hormis quelques dérapages de langage



qu'il assume avec beaucoup de recul (le colonialisme qualifié de crime contre l'humanité, maladroites sur la culture française...), il avance lentement, mais sûrement pour arriver en tête du premier tour avec 24% des suffrages. Sa simplicité et son calme, démontrés lors du débat télévisé contre Marine Le Pen ou encore avec les salariés de Whirlpool, le conduisent finalement au poste suprême.

Des défis de taille

Si l'élection d'Emmanuel Macron représente incontestablement un tournant majeur dans l'histoire de la cinquième république annonçant une nouvelle ère progressiste et libérale, les nouveaux défis auxquels est confrontés le jeune président sont considérables : moralisation de la vie politique, réforme du droit du travail, priorité accordée à l'éducation dans les Zones d'Éducation Prioritaire et surtout relance du projet européen (considéré par certains comme la dernière chance pour l'Europe !).

Mais avant même de pouvoir lancer ces chantiers, un troisième tour s'est ouvert dès 20h01 le dimanche 7 mai avec la bataille des législatives dont la victoire du président est indispensable pour mettre en œuvre son projet. Des actions concrètes sont attendues rapidement et l'annonce d'Emmanuel Macron de légiférer par ordonnance en matière de réforme du droit du travail peut déjà laisser déjà présager une rentrée sociale agitée.

* Sabine Schwartzmann



Dr. Olivier Buirette

La présidence d'Emmanuel Macron face aux défis européens et internationaux

La nette victoire d'Emmanuel Macron face à Marine Le Pen le soir de la présidentielle française le dimanche 7 mai 2017 (66,1 % contre 33,9 %) ouvre une période d'incertitude, mais aussi d'espoir. En effet, si la mesure du plein déploiement de la politique envisagée par Emmanuel Macron ne pourra probablement pas avoir lieu avant la majorité qui se dégagera des élections législatives de juin prochain, on peut d'ores et déjà esquisser quelques tendances au travers des ambitions de ce nouveau président de la République qui, arrivé au pouvoir à 39 ans, est le plus jeune de toute l'histoire de France.

Classé sixième des grands chantiers que se propose d'ouvrir le nouveau président dans son programme, « L'Europe et l'international » présente sans le moindre doute beaucoup de défis pour Emmanuel Macron.

Le premier est évidemment celui de l'Europe pour laquelle les déclarations des dirigeants des 27 ont été presque unan-

niment favorables dans les jours qui ont suivi le 7 mai. Le président élu devra dans l'immédiat gérer la fin des négociations sur la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne (UE) qui s'annoncent d'autant plus difficile qu'il s'agit là de trouver le point d'équilibre concernant la manière dont l'UE va pouvoir vivre désormais aux côtés de l'Angleterre qui deviendra de facto un nouvel État périphérique de l'UE ; le tout sans que cela ne soit trop dur pour elle - ce qui provoquerait un risque d'implosion du Royaume-Uni -, ni trop modéré non plus - ce qui serait jugé comme inacceptable pour les 27 membres de l'Union. Toujours dans le dossier européen, s'annonce l'important travail de rapprochement du couple franco-allemand qui fut mis à mal avec la crise économique et financière des années 2008-2010 puis la crise de l'Euro en 2010 et enfin dégradé durant le quinquennat du précédent président François Hollande. Annonçant, dès son discours de victoire du 7 mai place du Carrousel du Louvre, son souhait de

relance de la construction européenne qu'il n'avait d'ailleurs jamais cessé de proclamer durant toute sa campagne, Emmanuel Macron marque sans nul doute le retour d'un espoir dans ce domaine comme nous l'avons souvent indiqué dans nos précédentes chroniques. Dans ce domaine, côté allemand, les élections législatives de l'automne 2017 font que, sans doute, rien de marquant ne se produira avant celles-ci. Toujours est-il que les premiers contacts entre le président et la chancelière Angela Merkel, que celui-ci a rencontrée dès le 15 mai, seront importants pour l'avenir, tout comme la possibilité que cette dernière reste au pouvoir ou que le SPD ouvre une voie d'alternance - ce qui est de moins en moins certain manifestement. Le 15 mai a vu une série de déclarations communes et le souhait du nouveau président d'une relance « historique » de l'Europe et de la zone euro associée à un renforcement du couple franco-allemand. Autant dire que les premiers moments dans ce domaine, comme cela

avait été annoncé, sont en effet marqués de signaux forts et optimistes vers l'avenir. Le nouveau président devait aussi rencontrer dès le 17 mai le président de l'Europe, Donald Tusk, ce qui fut analysé comme étant encore un signal important vers la relance.

Le second défi international sera le cap à donner à la position de la France face aux autres grands dossiers. En effet, comme pour l'Europe, les dirigeants des États-Unis, de la Chine ou encore de la Fédération de Russie ont salué l'arrivée du nouveau président. On notera donc pour ces principaux dossiers, le positionnement face à la question syrienne ainsi que l'ensemble des autres questions liées au Proche-Orient. À ce titre, le 25 mai en marge du sommet de l'OTAN, le nouveau président a prévu de rencontrer son homologue turc Recep Tayyip Erdoğan, une initiative qui sera importante à n'en pas douter. Le dialogue à tenir face aux États-Unis sera lui aussi un des enjeux.